



Potential Primarschule
– Eine Auslegeordnung,
einige weiterführende
Ideen und ein Nach-
gedanke, 2001

avenir-suisse.ch/481/
(seulement en allemand)



Best Practice in der Schule
– Von erfolgreichen Lehrern
und Lehrerinnen lernen,
2003

avenir-suisse.ch/457
(seulement en allemand)



L'école à journée continue
– Fil rouge pour une mise
en œuvre à l'usage des
communes, 2005

avenir-suisse.ch/fr/3453/

L'école publique face à l'épreuve de vérité

L'école obligatoire a bonne réputation en Suisse. Si elle ne brille pas particulièrement dans la promotion de l'excellence, elle permet depuis longtemps une bonne intégration. Cette fonction qui lui est assignée est toutefois mise en péril, car ces dernières décennies la société s'est fragmentée en des milieux très différents. L'école obligatoire n'est plus en mesure de répondre aux exigences toujours plus variées qui lui sont présentées. Pour les uns, le chemin de l'avenir passe par un apprentissage libre et autonome; pour les autres, les formes d'enseignement intégré sont la source des tous les maux; certains souhaitent même un retour à l'école autoritaire d'antan. L'intégration espérée se transforme ainsi en handicap. L'élan de réforme dont se plaignent de nombreux enseignants peut être perçu comme la conséquence de ces exigences largement inconciliables.

Autre conséquence probable: la hausse des coûts par élève, observable depuis l'an 2000. Tandis qu'entre 1995 et 1999, les dépenses ont pu être maintenues au même niveau malgré

un nombre croissant d'élèves, l'inverse s'est produit entre 2000 et 2014: les dépenses totales pour la scolarité obligatoire ont fortement augmenté alors que les élèves ont été de moins en moins nombreux. Si la progression des coûts par écolier se poursuit au même rythme (et compte tenu du nombre d'élèves à nouveau en hausse depuis 2012–2013), les dépenses devraient doubler d'ici à 2035 par rapport à 2015, atteignant 32 milliards de francs.

Explosion des coûts d'ici à 2035

Que ce soit du point de vue des coûts ou de l'individualisation de la société, une concurrence accrue et plus de diversité dans l'offre de scolarité pourraient être utiles. Mais la Suisse peine dans ces deux domaines. En matière de scolarité obligatoire, on constate un scepticisme latent et largement répandu envers l'idée de «concurrence». 58% des élèves sont scolarisés dans des établissements non soumis à la concurrence, ce qui vaut à la Suisse de se retrouver à l'avant-dernière place du classement de l'OCDE (OCDE 2013: 386). Seuls 6% des élèves sont instruits dans une école qui n'est pas gérée par l'Etat. De plus, seul un établissement privé sur quatre touche des subventions publiques conséquentes; ainsi, ce type d'école n'est accessible qu'aux enfants de parents riches (OCDE 2013: 389 s.). De même, les établissements suisses de scolarité obligatoire ont une autonomie bien moins grande pour fixer le contenu de l'instruction (choix et contenu des cours, choix des manuels) que la moyenne de l'OCDE (OCDE 2013: 132).

Dans ce contexte, le Lehrplan 21 adopté

par les cantons germanophones joue un rôle peu clair. D'un côté, il permet plus de mobilité en harmonisant l'âge de scolarisation et les étapes de l'instruction, en fixant des objectifs communs pour les niveaux d'enseignement et en prévoyant une reconnaissance des diplômes. Mais de l'autre, le détail des contenus sur plus de 400 pages constitue en réalité un carcan qui restreint la concurrence entre les systèmes cantonaux. Or celle-ci permettrait de répondre plus aisément à l'hétérogénéisation de la société grâce à des projets nouveaux et innovateurs.

Pour une concurrence et une liberté de choix accrues

Selon un argument souvent avancé contre la liberté de choix et la concurrence qui en découle, cette dernière favoriserait la ségrégation scolaire, en particulier en fonction des revenus. Or il est déjà possible d'envoyer son enfant à l'école dans une commune privilégiée en payant un prix d'admission qui prend la forme d'un loyer plus élevé, ce que tout le monde ne peut pas se permettre. Ainsi, la ségrégation est en partie le résultat du système actuel.

Une plus grande liberté de choix, une autonomie scolaire plus large, une concurrence accrue et davantage de bons de formation pour un accès non discriminatoire aux établissements privés permettraient de créer un système éducatif plus économique, en mesure de répondre rapidement aux signaux de l'époque et offrant de meilleures chances à tous.

LR/PS

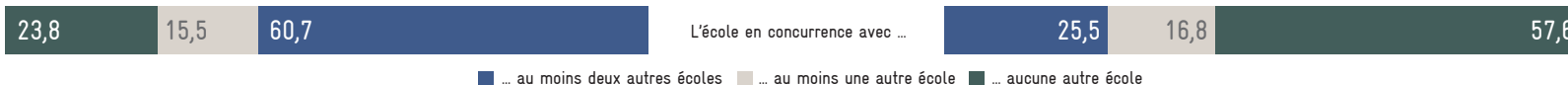
Une concurrence presque inexistante et une autonomie scolaire relativement faible en Suisse

Part des enfants (en %) scolarisés dans un établissement correspondant au critère décrit

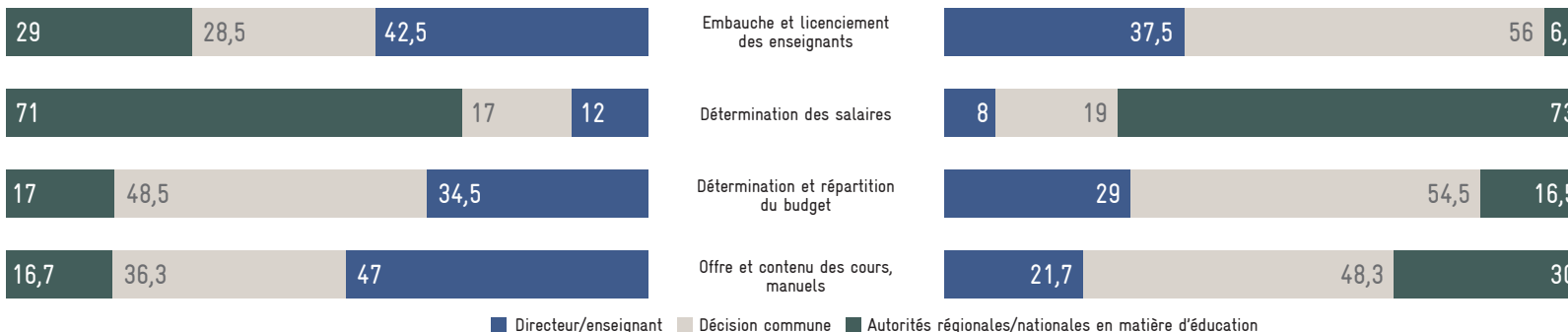


OCDE

Suisse

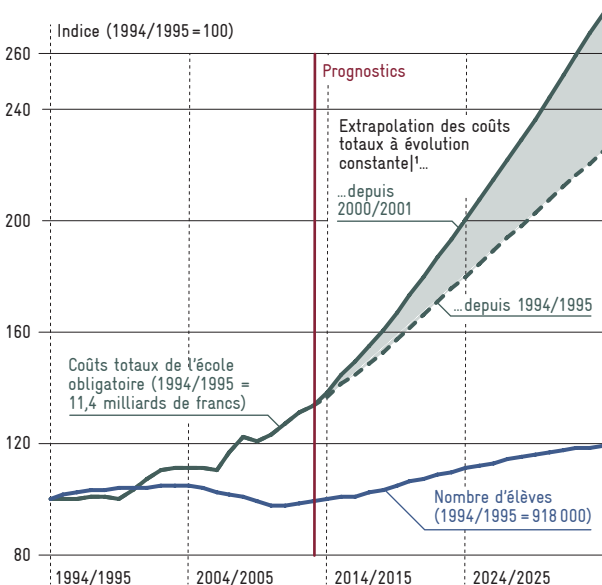


Autonomie



Source: propres calculs basés sur l'OCDE (2013)

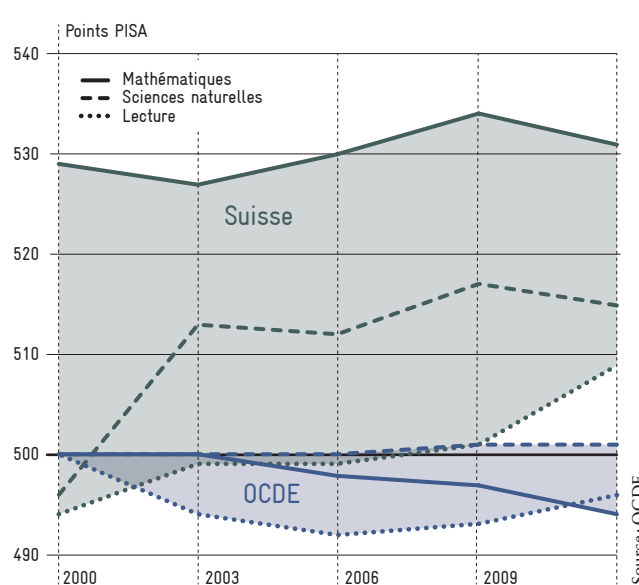
Des coûts deux fois plus élevés d'ici à 2035



Sources: OFS, AFF, propres calculs

Alors que, dans les pays de l'OCDE, trois quart des élèves en moyenne sont scolarisés dans des établissements qui doivent faire face à la concurrence, le chiffre est de 42% seulement en Suisse. De même, l'autonomie des écoles suisses est plus faible que la moyenne de l'OCDE. Certes la Suisse a amélioré ses résultats aux tests PISA depuis 2000, mais, au cours de la même période, les coûts ont fortement augmenté. Les dépenses totales pour l'école obligatoire vont doubler par rapport à 2013 si la progression des coûts par élève reste la même.

Evolution des résultats PISA



2015

23.09.2012

21.05.2006

1995

Votation 563.
 Promotion de la formation musicale des jeunes
 Référendum obligatoire

Votation 522.
 Arrêté fédéral modifiant les articles de la Constitution sur la formation
 Référendum obligatoire